

Dans ces conditions, *impossibilité de consentir de nouveaux emprunts*. Il est nécessaire, en effet, d'assurer avant tout une cure énergique des vices administratifs ; de stimuler l'activité d'Etats trop enclins à s'abandonner, de prévenir les intrigues de ceux qui spéculent sur l'inertie. Il faut à tout prix que les Etats centraux et orientaux se décident à établir un équilibre budgétaire réel et à avoir une comptabilité honnête.

Le défaut de réserve financière est le grand argument invoqué par les Etats du centre européen, qui menacent de suspendre le paiement de leurs dettes, si on ne leur fournit pas de nouveaux secours financiers. Dès le début de la Conférence de Stresa, son président, G. Bonnet, a tenu à couper court à cette manœuvre :

« Que l'on me permette de souligner ici l'intérêt financier de la Conférence dans la reconstruction de l'Europe centrale et orientale. Quel est le capitaliste, grand ou petit, chez nous, qui n'a pas quelques titres d'emprunts autrichien, hongrois, tchèque, bulgare, yougoslave, roumain ou grec ? Eh bien, il s'agit de savoir si ces emprunts d'après guerre seront, comme tant d'autres emprunts d'avant guerre, passés par profits et pertes, ou si l'épargnant français, si effroyablement étrillé, va encore subir une perte de 15 à 20 milliards de francs.

« Personne ne peut aujourd'hui préconiser une politique de prêt à tel ou tel pays pour combler des déficits, dont nul ne connaît exactement l'étendue ni la durée. D'ailleurs, tel emprunt qui est aventureux pour les pays prêteurs, ne serait désormais d'aucun soulagement durable pour les pays emprunteurs. L'expérience passée est à ce point de vue particulièrement concluante. »